

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 15 OCTOBRE 2018

Titulaires présents		Excusés
ALZURI Emmanuel	PONS Yves	BISAUTA Martine
BAUDRY Paul	SALDUCCI Jean-Paul	BONNAMY Eric
CHARRON Martine	THEBAUD Marie-Ange	CACHENAUT Bernard
DARRIBEROUGE Louis		CARASCO Olivier
ETCHEGARAY Jean-Pierre		CARPENTIER Vincent
ETCHEGARAY Jean-René		DAGORRET François
HACALA Germaine		FOURNIER Jean-Louis
HIRIART-URRUTY Argitxu		GONZALES Christian
HOURCADE Robert		KEHRIG COTTENÇON Chantal
IBARLUCIA Michel		LAFLAQUIERE Jean-Pierre
IRIGOYEN Jean-François		LASSERRE-DAVID Florence
JUHEL Laurent		NARBAIS-JAUREGUY Eric
LESPADE Jean-Marc		NOUSBAUM Pierre-Marie
MENDIBURU Paul		VEUNAC Jacques
OLIVE Claude		VEUNAC Michel

Suppléants présents mandatés par des titulaires

Titulaires excusés	Suppléants désignés
NEYS Philippe	ESCAPIL-INCHAUSPE Philippe

Procurations de titulaires excusés à des titulaires

Titulaires excusés	Titulaires désignés
HAYE Ghislaine	THEBAUD Marie-Ange
SOROSTE Michel	ETCHEGARAY Jean-René

Secrétaire de Séance : Paul MENDIBURU

OJ N°3 : DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET 2018 – BUDGET GENERAL

Les masses globales du projet de décision modificative sont les suivantes (en €) :

	DEPENSES	RECETTES
Fonctionnement	- 6 781 750,00	- 6 781 750,00
Investissement	-2 609 091,00	-2 609 091,00
Total	-9 390 841,00	-9 390 841,00

Le vote du budget primitif le 6 avril dernier avait été marqué par une forte augmentation des dépenses et des recettes pour prendre en compte le transfert de compétences des transports scolaire et interurbain de la Région Nouvelle-Aquitaine. En pleine négociation, beaucoup d'inconnues persistaient quant à la nature et aux montants des contrats transférés, ainsi qu'aux montants de compensation à percevoir de la Région. Conformément au principe de précaution, la décision avait été prise d'inscrire les montants maximums d'une année pleine de services effectifs.

Le transfert de compétences ayant eu lieu réellement au 1^{er} juillet, les dépenses et les recettes ont été ajustées en conséquence. Toutes ces dépenses avaient été inscrites au chapitre 65 Autres charges de gestion courante, comme des contrats de délégation de service public (tels que Chronoplus et Hegobus). Or, seuls les contrats transférés de transport interurbain revêtent cette forme de DSP (et restent donc inscrits au chapitre 65). Les

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

contrats transférés de transport scolaire sont par nature des contrats de prestation de service et basculés du chapitre 65 vers le chapitre 011.

I. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

1. RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les ajustements proposés en matière de recettes de fonctionnement, répartis par chapitre, sont les suivants :

chap		BP 2018	DM2 2018	Total voté 2018
70	Produits des services	4 415 579,00	-23 533,00	4 392 046,00
73	Impôts et taxes	25 570 526,00	0,00	25 570 526,00
74	Dotations et participations	20 128 427,00	-6 537 808,00	13 590 619,00
75	Autres produits de gestion courante	111 722,00	3 078,00	114 800,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	260 087,00	-223 487,00	36 600,00
	Recettes réelles	50 486 341,00	-6 781 750,00	43 704 591,00
042	Opérations d'ordre entre sections	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'ordre	0,00	0,00	0,00
002	Excédent de fonctionnement reporté	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00
	Total Recettes de Fonctionnement	52 486 341,00	-6 781 750,00	45 704 591,00

✓ Chapitre 70 : Produits des services -23 533 €

L'option vélo du contrat de délégation de services publics n'a pas été levée, les prévisions de recettes correspondantes sont diminuées en conséquence.

✓ Chapitre 74 : Dotations et participations -6 537 808 €

Les compensations de la Région pour les lignes de transport scolaire et transport interurbain avaient été inscrites au budget primitif pour 12 mois de services effectifs. La compensation est ajustée à 6 mois (-570 k€) de services pour le transport interurbain et 4 mois (-5,5 M€) pour le transport scolaire.

Les participations des communes au transport scolaire pour l'année scolaire 2018/2019 seront perçues au début de l'année 2019, et seront donc inscrites au BP 2019 (-540 k€).

✓ Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante +3 078 €

La redevance occupation du domaine public due par le délégataire de Chronoplus est augmentée par l'indexation 2018 de 3,8%.

✓ Chapitre 77 : Produits exceptionnels -223 487 €

Les subventions POCTEFA portant sur les programmes E-MOBASK, SMARTMOB et EDERBIDEA, pour les dépenses réalisées en 2018, seront finalement perçues en 2019.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

2. DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les prévisions de dépenses de fonctionnement sont ajustées comme suit :

chap		BP 2018	DM2 2018	Total voté 2018
011	Charges à caractère général	1 620 858,00	4 341 026,00	5 961 884,00
012	Charges de personnel	1 443 945,00	218 133,00	1 662 078,00
014	Atténuations de produits	80 000,00	-50 000,00	30 000,00
65	Autres charges de gestion courante	43 938 994,00	-10 983 390,00	32 955 604,00
66	Charges financières	259 500,00	20 000,00	279 500,00
67	Charges exceptionnelles	50 500,00	1 800,00	52 300,00
68	Dotations aux provisions	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Dépenses réelles	48 393 797,00	-6 452 431,00	41 941 366,00
023	Virement à la section d'investissement	1 057 605,00	-329 319,00	728 286,00
042	Opérations d'ordre entre sections	3 034 939,00	0,00	3 034 939,00
	Dépenses d'ordre	4 092 544,00	-329 319,00	3 763 225,00
	Total Dépenses de Fonctionnement	52 486 341,00	-6 781 750,00	45 704 591,00

Chapitre 011 : Charges à caractère général	+4 341 026 €
--	--------------

Comme indiqué en introduction, les charges liées aux contrats transférés de transport scolaire sont basculées dans ce chapitre et ajustées aux 4 mois de services effectifs, passant de 9,9 M€ à 3,8 M€.

Des services de mise à disposition et location de vélos classiques et électriques sont mis en place pour 193 k€. Des études et recherches sont augmentées de 190 k€, notamment pour une étude tarification tout service/tout périmètre (105 k€), ainsi qu'un diagnostic transfrontalier sur la mobilité des travailleurs (80 k€).

On peut noter également une AMO pour des contrats de mobilités sur la ligne 816, Cambo ou Mauléon (50 k€), un marché de contrôle qualité – fraude (50 k€), le coût de la navette mise en place pour le Tour de France (80 k€) et la mise en place de TAD/navette urbaine (55 k€).

✓ Chapitre 012 : Charges de personnel	+218 133 €
---------------------------------------	------------

Les charges de personnel augmentent de 218 k€ en raison du recrutement de nouveaux agents en fin d'année et du remboursement au coût réel des rémunérations du personnel mis à disposition du SMPBA.

Un projet d'évolution de la convention de mise à disposition de services existante entre la CAPB et le SMPBA est en cours actuellement et donnera lieu au vote des deux instances prochainement.

✓ Chapitre 014 : Atténuations de produits	-50 000 €
---	-----------

Suite à une jurisprudence de juin 2017, le remboursement des indus du versement transport doit être effectué dorénavant par les Urssaf, seules autorités compétentes. Restent à la charge des AOM les demandes relatives aux articles L.2333-70 et L.2531-6 du CGCT : salariés logés, transportés, ZAI, ZAC, villes nouvelles. Le Syndicat, ne recevant plus que des demandes de remboursement pour les salariés logés / transportés, peut diminuer ce chapitre de 50 k€.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

✓ Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante -10 983 390 €

Les charges liées au transport scolaire ont été basculées au chapitre 011 comme vu précédemment (-9,9 M€).
Restent dans ce chapitre 65 les subventions de fonctionnement versées aux commune AO2 pour 500 k€. Les dépenses liées aux contrats transférés de transport interurbain ont été ajustées sur 6 mois de service effectif (-1,5 M€).

✓ Chapitre 66 : Charges financières +20 000 €

Les charges financières sont ajustées avec la contractualisation de deux emprunts avec la Banque Postale (14 M€) et la Société Générale (14 M€), conformément aux prévisions du budget primitif.

✓ Chapitre 67 : Charges exceptionnelles +1 800 €

Ces charges correspondent à des remboursements d'abonnements au transport scolaire.

✓ Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement -329 319 €

Le virement à la section d'investissement peut être diminué de 329 k€.

3. EQUILIBRE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Au regard de ces propositions, la capacité d'autofinancement diminue parallèlement au virement à la section d'investissement (-329 €).

II. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

1. DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Les ajustements proposés en matière de dépenses d'investissement, répartis par chapitres, sont les suivants :

chap		Total 2018 (RAR + OB)	DM1 2018	DM2 2018	Total voté 2018
16	Emprunt et dette	832 000,00		140 000,00	972 000,00
20	Immobilisations incorporelles	1 351 780,00		-67 750,00	1 284 030,00
204	Subventions d'investissement	2 240 627,00		-70 000,00	2 170 627,00
21	Immobilisations corporelles	13 332 666,00		-2 010 766,00	11 321 900,00
23	Immobilisations en cours (hors TCSP)	3 309 726,00	-19 800,00	40 100,00	1 630 026,00
23	TCSP	37 272 400,00		-885 775,00	38 086 625,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	19 800,00	0,00	19 800,00
	Dépenses réelles	58 339 199,00	0,00	-2 854 191,00	55 485 008,00
040	Opérations d'ordre entre sections	0,00			0,00
041	Opérations d'ordre patrimoniales	1 857 800,00		245 100,00	2 102 900,00
	Dépenses d'ordre	1 857 800,00	0,00	245 100,00	2 102 900,00
	Total Dépenses d'Investissement	60 196 999,00	0,00	-2 609 091,00	57 587 908,00

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

✓ Chapitre 16 : Emprunt et dette

+140 000 €

La première échéance de l'emprunt souscrit auprès de la Société Générale d'un montant de 140 k€ sera versée 30 novembre/2018. La première échéance de l'emprunt souscrit auprès de la Banque Postale sera exigible au 01^{er} janvier 2019.

✓ Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles

-67 750 €

Dans le cadre du PDU déjà prévu au BP, une étude supplémentaire sur le stationnement est identifiée (30 k€), ainsi qu'un marché de maîtrise d'œuvre sur le fluvial (60k€).

Concernant les études, l'étude de programmation sur le PEM de Bayonne est reportée (-112 k€) ; en revanche, l'étude de programmation du PEM d'Hendaye nécessite 106 k€ de plus et celle sur le PEM de Saint Jean-de-Luz - Ciboure 30 k€ de plus. Sont rajoutés lors de cette DM, des frais d'études pour la révision du SD'AP (80 k€), ainsi que pour le plan vélo Soule Xiberoa (20 k€).

Le lancement de la plateforme d'informations multimodales est reporté (-80 k€) ainsi que le projet d'outil de traitement des données (-99 k€).

✓ Chapitre 204 : Subventions d'investissement

-70 000 €

Le Syndicat, ayant été peu sollicité cette année, le montant alloué aux subventions d'équipements versées aux communes pour l'accessibilité des quais est diminué (-70 k€).

✓ Chapitre 21 : Immobilisations corporelles

-2 010 766 €

1- Dépôt

Des travaux d'extension du dépôt sont en cours mais non finalisés (-168 k€).

2- Installations de voirie

Des crédits prévus pour la station de charge Navarre seront finalement utilisés en 2019 (-670 k€). Les crédits prévus pour les abris peuvent être ajustés sur 2018 (-25 k€).

3- Matériel roulant

Les crédits prévus pour les équipements du matériel roulant sont ajustés sur 2018 (-193 k€). En revanche, les premiers paiements interviennent pour la société Irizar, fabricant des futurs Trambus, les crédits correspondants doivent être augmentés de 456 k€.

4- Billettique

Les crédits prévus pour la billettique des Trambus diminuent (-700 k€), le besoin en DAT (Distributeur automatique de Titres) étant moins important que prévu initialement.

5- Vélos

Les crédits prévus pour l'acquisition de vélos classiques, pliants, à hydrogène, ainsi que les abris pour vélos sont reportés à 2019 (-349 k€).

6- Navette fluviale

Les travaux d'aménagement de la future navette fluviale sont également reportés à 2019 (-360 k€).

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

✓ Chapitre 23 : Immobilisations en cours (hors TCSP) +40 100 €

Les aménagements de voirie prévus pour le chemin de Cazalis sont reportés à 2019 (-200 k€). En revanche les crédits sont augmentés de 65 k€ pour les travaux nécessaires à la mise en place de la ligne 17 sur le BAB. Divers travaux de voirie et marquage au sol sur les RD 810 et 817 et au niveau du lycée Villa Pia demandent également une augmentation de crédits (175 k€).

✓ Chapitre 23 : TCSP -885 775 €

Il est proposé au Comité syndical d'ajuster les crédits pour la réalisation des lignes 1 (-717 k€) et 2 (-168 k€) du Trambus, le montant des travaux réalisés en 2018 étant recalculé au plus juste.

✓ Chapitre 041 : Opérations patrimoniales +245 100 €

Les opérations patrimoniales correspondant aux écritures de bascule des avances, sont augmentées de 245 k€.

2. RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Les prévisions de recettes sont ajustées comme suit :

chap		Total 2018 (RAR + OB)	DM1 2018	DM2 2018	Total voté 2018
1068	Excédent de fonctionnement reporté	5 470 495,00		0,00	5 470 495,00
10222	FCTVA	15 560,00		0,00	15 560,00
024	Produits des cessions	2 500,00		0,00	2 500,00
13	Subventions	9 962 533,00		-2 524 872,00	7 437 661,00
16	Emprunts d'équilibre	28 048 883,00		0,00	28 048 883,00
23	TVA TCSP	735 393,00		0,00	735 393,00
	Recettes réelles	44 235 364,00	0,00	-2 524 872,00	41 710 492,00
021	Virement de la section de fonctiot	1 057 605,00		-329 319,00	728 286,00
040	Opérations d'ordre - Amortissement	3 034 939,00		0,00	3 034 939,00
041	Opérations d'ordre patrimoniales	1 857 800,00		245 100,00	2 102 900,00
	Recettes d'ordre	5 950 344,00	0,00	-84 219,00	5 866 125,00
001	Résultat d'investissement reporté	10 011 291,00			10 011 291,00
	Total Recettes d'Investissement	60 196 999,00	0,00	-2 609 091,00	57 587 908,00

✓ Chapitre 13 : Subventions d'investissement -2 524 872 €

Les subventions de l'AFITF sur les travaux du Trambus, ainsi que les subventions POCTEFA sont ajustées lors de cette DM sur les virements effectivement reçus en 2018. Certaines de ces subventions présentent des délais dans l'étude des dossiers.

✓ Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement -329 319 €

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

✓ Chapitre 041 : Opérations patrimoniales

+245 100 €

III. VOTE

Au vu de ces explications, le Comité syndical est invité à voter les crédits de la décision budgétaire modificative du budget 2018, telle que détaillée dans le document budgétaire ci-joint.

ADOpte A L'UNANIMITE

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire.

Transmis à la Sous-Préfecture

De Bayonne le ... 19. OCT. 2018...

Affiché le ... 19. OCT. 2018

Le Président,

Claude OLIVE

